

Déclaration intersyndicale et inter-association

CSE du 10 octobre

Déclaration intersyndicale et inter-association sur l'initiative du Collectif éducation contre les LGBTIphobies : la CFDT (FEP et EFRP), la CGT, la FCPE, la FSU, SUD éducation, l'UNSA éducation, et les associations lycéennes et étudiantes (FIDL, USL, UNEF, Solidaires étudiantes, l'union étudiante).

Alors que nous n'avions pas fini d'attendre la nomination d'un nouveau ou d'une nouvelle ministre de l'Éducation nationale, monsieur Attal lançait à la rentrée une énième campagne de lutte contre le harcèlement scolaire. Pour quels effets ? Le harcèlement s'inscrit dans un schéma de violences et d'exclusion qui sont hélas systémiques et ancrées pour certaines d'entre elles jusque dans nos schémas sociétaux. C'est le cas des violences sexistes et LGBTIphobes.

Les 16 novembre et 8 février derniers, les organisations membres du Collectif éducation contre les LGBTIphobies en milieu scolaire et universitaire siégeant au CSE vous avaient déjà alerté-es sur la nécessité de lutter de façon globale contre les violences de genre à l'école.

Le 16 novembre, nous appelions à l'urgence de la mise en place d'une structure paritaire chargée de veiller à la mise en cohérence de toutes les politiques de lutte contre les discriminations à l'école afin d'enfin agir de façon systémique et efficace.

Le 8 février, nous vous appelions déjà à activer les discussions concernant des programmes d'éducation à la sexualité tant attendus. En fin d'année dernière, des engagements étaient pris par la DGESCO en CSE sur la mise en place d'un groupe de travail découlant de notre premier vœu intersyndical et inter-association.

Puis rien. En fin d'année, le CSE devait examiner des programmes d'éducation à la vie affective et à la sexualité à la fin d'un long processus de consultation.

Puis rien. Le jeu politique aura eu raison de possibles évolutions.

Aujourd'hui, plus que jamais, il y a urgence. Alors que le HCE dans son rapport sur l'état du sexisme en France en 2024 donne de nombreux indicateurs d'une montée en puissance du sexisme parmi les 15-24 ans en mettant l'école au cœur des reproductions des stéréotypes de genre, alors que le CESE vient de rendre un avis sur l'urgence de la mise en place d'une éducation à la vie affective relationnelle et sexuelle qui engagerait toutes les strates de la société, il est urgent que le texte sur l'EVARS soit présenté au CSE. Par ailleurs, une réflexion doit être menée autour de la nécessaire mise en cohérence de toutes les politiques de violences en milieu scolaire pour aboutir à la création d'une instance paritaire de veille.